

N° 11-624-M au catalogue — N° 020
ISSN 1708-0177
ISBN 978-0-662-04722-3

Document analytique

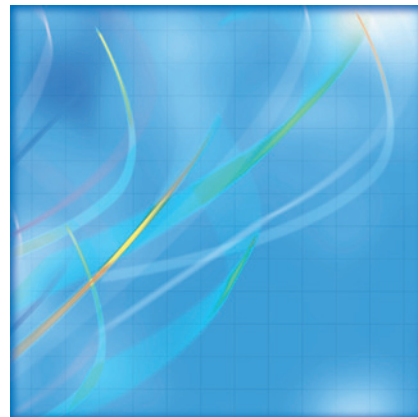
Aperçus sur l'économie canadienne

Tendances de base de l'impartition et de la délocalisation au Canada

par John R. Baldwin et Wulong Gu

Division de l'analyse microéconomique
18-F, immeuble R.-H.-Coats, Ottawa, K1A 0T6

Téléphone : 1-800-263-1136



 Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Tendances de base de l'impartition et de la délocalisation au Canada

par
John R. Baldwin et Wulong Gu

11-624-M N° 020
ISSN 1708-0177
ISBN 978-0-662-04722-3

Statistique Canada
Division de l'analyse microéconomique
18-F, Immeuble R.-H.-Coats, 100, promenade Tunney's Pasture
Ottawa K1A 0T6

Pour obtenir plus de renseignements :
Service national de renseignements : 1-800-263-1136
Demandes par courriel : infostats@statcan.gc.ca

Octobre 2008

Les noms des auteurs sont inscrits en ordre alphabétique.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

This publication is available in English (Catalogue no. 11-624-M, no. 020).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.

Série de documents de recherche « les aperçus sur l'économie Canadienne »

La série de documents de recherche Aperçus sur l'économie Canadienne permet de faire connaître les travaux de recherche effectués par le personnel du Secteur des études analytiques et des comptes nationaux, les boursiers invités et les universitaires associés. La série de documents de recherche a pour but de favoriser la discussion sur un éventail de sujets tels que les répercussions de la nouvelle économie, les questions de productivité, la rentabilité des entreprises, l'utilisation de la technologie, l'incidence du financement sur la croissance des entreprises, les fonctions de dépréciation, l'utilisation de comptes satellites, les taux d'épargne, le crédit-bail, la dynamique des entreprises, les estimations hédoniques, les tendances en matière de diversification et en matière d'investissements, les différences liées au rendement des petites et des grandes entreprises ou des entreprises nationales et multinationales ainsi que les estimations relatives à la parité du pouvoir d'achat. Les lecteurs de la série sont encouragés à communiquer avec les auteurs pour leur faire part de leurs commentaires, critiques et suggestions.

Les documents sont diffusés principalement au moyen d'Internet. Ils peuvent être téléchargés gratuitement sur Internet, à www.statcan.gc.ca.

Tous les documents de recherche de cette série font l'objet d'un processus de révision institutionnelle et d'évaluation par les pairs afin de s'assurer de leur conformité au mandat confié par le gouvernement à Statistique Canada en tant qu'agence statistique et de leur pleine adhésion à des normes de bonne pratique professionnelle, partagées par la majorité.

Les documents de cette série comprennent souvent des résultats provenant d'analyses statistiques multivariées ou d'autres techniques statistiques. Il faut noter que les conclusions de ces analyses sont sujettes à des incertitudes dans les estimations énoncées.

Le niveau d'incertitude dépendra de plusieurs facteurs : de la nature de la forme fonctionnelle de l'analyse multivariée utilisée; de la technique économétrique employée; de la pertinence des hypothèses statistiques sous-jacentes au modèle ou à la technique; de la représentativité des variables prises en compte dans l'analyse; et de la précision des données employées. Le processus de la revue des pairs vise à garantir que les documents dans les séries correspondent aux normes établies afin de minimiser les problèmes dans chacun de ces domaines.

Comité de révision des publications
Direction des études analytiques, Statistique Canada
18^e étage, Immeuble R.-H.-Coats
Ottawa, Ontario K1A 0T6

Table des matières

Résumé.....	5
Sommaire exécutif	6
1 Introduction.....	8
2 Tendances de la délocalisation et de l'impartition.....	9
2.1 Impartition et délocalisation dans l'ensemble du secteur des entreprises.....	10
2.2 Impartition et délocalisation au niveau de l'industrie.....	20
3 Conclusions.....	25
Annexe	26
Bibliographie.....	28

Résumé

Le présent document présente les tendances à long terme de l'impartition et de la délocalisation dans les diverses industries au Canada.

Mots clés : délocalisation au Canada, impartition

Sommaire exécutif

L'impartition consiste en un déplacement de la production à l'extérieur d'une entreprise. La délocalisation consiste en un approvisionnement effectué à l'extérieur du pays pour une partie des intrants achetés par une entreprise.

Les décisions relatives à l'impartition affectent les frontières de l'entreprise — quelle production s'effectue au sein de l'entreprise et qu'est-ce qui est acheté à l'extérieur de l'entreprise.

Les changements à la délocalisation ne sont pas nécessairement liés aux changements à l'impartition. Ils comprennent des décisions concernant les achats à l'extérieur de l'entreprise et effectués à l'étranger. Les considérations concernant le choix de faire les achats à l'étranger sont au cœur de l'étude du commerce international.

L'intérêt pour l'impartition prend de l'importance parce qu'elle annonce peut-être des changements à la structure industrielle. L'intérêt pour la délocalisation croît parce qu'elle pourrait signifier des changements aux tendances du commerce international.

Le document présente des données sur les tendances à long terme en matière d'impartition et de délocalisation dans les diverses industries au Canada à l'aide des données industrielles détaillées obtenues des tableaux des entrées-sorties de Statistique Canada.

- 1) Même si des préoccupations concernant l'impartition de *matières* ont été exprimées, il y a eu peu de changement au ratio d'intrants de matières à la production brute entre 1961 et 2003. Il y a peu d'indication à l'effet que des changements aux frontières de l'entreprise moyenne se produisent en ce qui a trait aux achats de matières.
- 2) Il y a cependant une tendance vers l'impartition des *services*. L'impartition des services a augmenté dans presque toutes les industries. Le taux de croissance était le plus élevé dans les industries de services.
- 3) Avec la libéralisation des échanges après la Seconde Guerre mondiale, il y a eu une croissance constante de la délocalisation des intrants de matières et de services. Les industries canadiennes ont fait croître la part des achats d'intrants de matières et de services à l'étranger. Des augmentations de la part d'intrants de matières et de services importés s'étendent dans toutes les industries. La part des intrants de matières importée a presque doublé et la part des intrants de services importée a presque triplé entre 1961 et 2003. La majeure partie de la délocalisation des services s'est produite dans les industries de services.
- 4) Les services aux entreprises représentent la catégorie la plus importante d'intrants de services visés par la délocalisation dans les industries au Canada, suivis des services financiers et des services d'assurance.
- 5) L'augmentation de la part d'intrants de services importés dans l'ensemble des intrants de matières et de services est liée à une augmentation de l'ampleur de l'importation et à une augmentation de la part des intrants de services dans les intrants totaux de matières et de services pour toutes les catégories principales d'intrants de services sauf pour les services aux entreprises. L'ampleur des importations de services aux entreprises est demeurée pratiquement inchangée avec le temps.

- 6) La majeure partie de la délocalisation s'effectue vers les États-Unis — il y a cependant eu au cours de la dernière décennie une certaine augmentation vers les pays en développement.

1 Introduction

L'impartition consiste en un déplacement d'une partie de la production à l'extérieur de l'entreprise. La délocalisation est un déplacement d'une partie de l'approvisionnement en intrants à l'étranger.

Si le développement économique rapide de la Chine et de l'Inde a amplifié l'intérêt récent pour l'impartition et la délocalisation, ces deux phénomènes sont au cœur de l'économie industrielle qui est axée sur le comportement des entreprises et de l'économie internationale qui est elle axée sur les raisons liées aux échanges entre les nations.

Les décisions relatives à l'impartition affectent les frontières de l'entreprise —ce qui a lieu au sein de l'entreprise et ce qui est effectué à l'extérieur de celle-ci (Williamson, 1975). Les entreprises ont toujours le choix de produire ou d'acheter les intrants dont elles ont besoin pour produire leurs produits. Lorsqu'elles choisissent de produire elles-mêmes les intrants, elles étendent les frontières de l'entreprise. Lorsqu'elles choisissent l'impartition des intrants, elles resserrent les frontières. Dans le premier cas, l'entreprise devient plus intégrée; dans le deuxième cas, une désintégration survient.

L'impartition fait croître le roulement d'un système économique. Elle mène à la production par chacune des entreprises d'une plus petite portion du produit final. Lorsqu'une désintégration du processus économique survient, une entreprise achète davantage d'intrants et crée moins de valeur ajoutée dans la chaîne de production locale.

Le terme « délocalisation » ou « impartition à l'étranger » comprend le déplacement d'un approvisionnement à l'intérieur de l'entreprise ou de l'usine vers des fournisseurs externes d'un pays étranger. Les conséquences de cette décision sont la réaffectation des emplois et de la production vers un pays étranger. Le terme « impartition » comprend la délocalisation et l'impartition au pays qui survient lorsque les fournisseurs externes se trouvent dans le même pays. L'impartition ne signifie pas nécessairement que les emplois et la production sont déplacés vers un autre pays (Garner, 2004)¹.

La délocalisation n'est pas nécessairement liée à l'impartition. Elle comprend la décision de faire l'achat à l'extérieur de l'entreprise et à l'étranger. Le choix de faire les achats à l'étranger est au cœur de l'étude du commerce international.

L'intérêt récent pour l'impartition est lié à la notion voulant que de nouvelles forces agissent pour changer les frontières de production des entreprises. Les progrès dans les technologies de transport qui ont permis de réduire les coûts du transport et les nouvelles technologies de l'information et des communications (TIC) qui permettent une plus grande coordination entre des processus de production géographiquement éloignés sont perçus comme étant les principaux moteurs de la désintégration des processus de production.

1. Il n'y a pas de définition reconnue de la délocalisation dans le débat public ou dans la documentation économique. La définition que nous avons choisie est utilisée dans la plupart des études empiriques sur la délocalisation (Olsen, 2006).

En même temps, la diminution des obstacles au commerce au cours des 50 dernières années a mené à de plus nombreux échanges. Une partie de ces échanges ont mené à une plus grande importation des intrants pour le processus de production. Cette situation est perçue comme contribuant à davantage de délocalisation — l’approvisionnement en intrants à l’étranger.

Bien que le débat entourant la question de l’impartition et de la délocalisation au Canada ait pris de l’ampleur, peu d’études empiriques ont été menées sur leur importance et leurs incidences².

Ce document contribue de différentes façons aux études empiriques sur la délocalisation. D’abord, il offre des preuves empiriques pour le Canada à partir de 1961. Deuxièmement, il complète des études antérieures sur la délocalisation des services en incluant les industries de services. La plupart des études empiriques antérieures sur la délocalisation des services étaient axées sur les industries de la fabrication, en raison de l’absence de données chronologiques constantes pour le secteur des services. Cela est malheureux puisque la majeure partie de la délocalisation des services s’effectue dans les industries de services. Afin de combler l’écart, ce document examine la délocalisation des services dans les secteurs de la fabrication et dans le secteur des services.

Les principales données pour l’analyse empirique proviennent d’un ensemble détaillé de données de l’industrie qui utilisent la base de données KLEMS (capital, travail, énergie, matières et services) maintenue par les Comptes de productivité de Statistique Canada. Cette base de données de l’industrie comprend des données chronologiques constantes sur la production brute, l’intrant capital, l’intrant travail et les intrants intermédiaires d’énergie, de matières et de services pour les industries selon le Système de classification des industries de l’Amérique du Nord (SCIAN) de 1997 (Baldwin, Gu et Yan, 2007).

Pour le présent document, nous avons développé une mesure de la délocalisation par industrie qui a été fusionnée avec la base de données KLEMS. Cette mesure représente la partie des intrants de matières et de services qui a été importée et elle a été utilisée dans le cadre d’études antérieures sur la délocalisation (p. ex., Feenstra et Hanson, 1996, 1999; Amiti et Wei, 2005; et Morissette et Johnson, 2006).

2 Tendances de la délocalisation et de l’impartition

Les tableaux des entrées-sorties liés aux Comptes nationaux produisent des estimations de la valeur brute de la production de toutes les entreprises, de la différence entre les coûts de production et les coûts des intrants (valeur ajoutée) et de la valeur des intrants achetés. Une désintégration accrue ne change pas la quantité de valeur ajoutée produite dans l’ensemble des entreprises — elle fait cependant croître la valeur des biens achetés et vendus au total. Les industries qui sont complètement intégrées n’achètent rien et ne vendent que des produits finis. Lorsqu’une industrie est divisée en de nombreuses entreprises qui produisent chacune seulement une petite partie du produit total et l’envoient à l’entreprise suivante, la valeur totale des ventes consignées dans les tableaux des entrées-sorties augmentera, tout comme le volume d’intrants

2. Voir Liu et Treffler (2006) pour une étude.

achetés, mais la valeur ajoutée totale demeurera inchangée (à moins d'un changement de productivité).

Les changements au niveau d'intégration dans le système économique sont alors révélés par des changements au ratio d'intrants par rapport à la production, ou valeur ajoutée des expéditions au niveau de l'industrie et ils seront utilisés pour la mesure de l'impartition examinée.

Pour la délocalisation, nous avons choisi la mesure suggérée par Feenstra et Hanson (1996, 1999) :

$$\text{délocalisation}_i = \sum_j [\text{achats d'intrants de biens } j \text{ par l'industrie } i]^* \left[\frac{\text{importations de biens } j}{\text{production}_j + \text{importations}_j - \text{exportations}_j} \right].$$

Le deuxième terme entre crochets représente la part moyenne d'importation pour utilisation intérieure entre tous les utilisateurs y compris les industries, les personnes et le secteur de l'administration publique. Les estimations d'intrants intermédiaires importés par industrie sont fondées sur l'hypothèse voulant que la part moyenne d'importation s'applique à tous les utilisateurs.

Cette hypothèse d'une part d'importation constante permettra une bonne estimation de l'importance de la délocalisation pour un produit de base si le produit de base est surtout utilisé pour une consommation intermédiaire. Cependant, la distribution de la délocalisation au sein d'une industrie varie selon que les industries qui utilisent le produit de base ont la même propension à l'importation. Yuskavage, Strassner et Medeiros (2006) ont comparé la distribution au sein de l'industrie de l'estimation produite pour l'importation des services aux entreprises à celle d'une estimation d'enquête. Les deux mesures sont très semblables lorsque les industries sont définies au niveau agrégé.

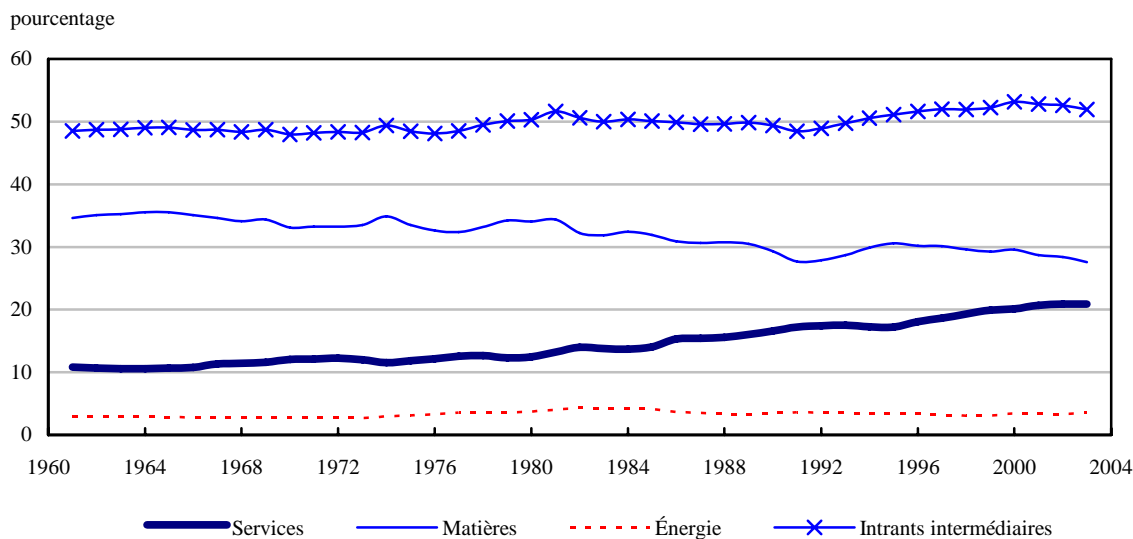
2.1 Impartition et délocalisation dans l'ensemble du secteur des entreprises

Changements à l'impartition des matières et des services

Les intrants intermédiaires comme fraction de la production nominale brute dans le secteur des entreprises au Canada sont présentés à la figure 1. Les intrants intermédiaires sont divisés selon qu'il s'agisse d'intrants de matières, d'intrants de services achetés ou d'intrants d'énergie. Les intrants de matières représentent tous les intrants de produits de base, à l'exception du carburant (électricité, mazout, charbon, gaz naturel et autres carburants divers), mais comprennent les intrants de carburant utilisés comme matière brute dans le processus de fabrication, comme le pétrole brut utilisé dans l'industrie du raffinage. Les intrants de services comprennent les neuf types d'intrants suivants : communications; finance et assurance; location immobilière; services d'hôtellerie; services de réparation; services aux entreprises, y compris la location d'équipement, l'ingénierie et les services techniques, et la publicité; la réparation des véhicules; les services médicaux et d'éducation; et les achats auprès d'entreprises gouvernementales. L'intrant d'énergie représente les différents carburants achetés pour le chauffage ou l'alimentation

électrique y compris l'électricité, le mazout, le charbon, le gaz naturel et d'autres carburants divers.

Figure 1
Part des intrants intermédiaires dans la production brute du secteur des entreprises



Note : Calcul des auteurs.

Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

La part des intrants intermédiaires dans le secteur des entreprises au Canada montre une légère croissance avec le temps. Les intrants intermédiaires comptaient pour 48,5 % de la production brute en 1961. En 2003, ils comptaient pour 52,0 %. Cela représente une augmentation de 3,5 points de pourcentage de 1961 à 2003.

Les intrants de services achetés comme fraction de la production brute ont connu une forte croissance pendant la période. Ils sont passés de 10,9 % en 1961 à 20,9 % en 2003 — une augmentation de 10,0 points de pourcentage pendant la période.

La part des services achetés a augmenté dans presque toutes les industries, sauf le secteur des activités diverses de fabrication (voir le tableau A.1 en annexe). Les industries qui ont connu la plus forte croissance se trouvent surtout parmi les industries de services.

Pour déterminer si la part des services achetés a crû en raison d'un changement dans la composition de l'industrie, nous avons décomposé le changement total en deux composantes : la première pour les changements à la part d'intrants de services qui s'effectuent au sein des industries, en maintenant la composition de l'industrie constante et l'autre pour les changements à la composition de l'industrie (tableau 1). Les résultats montrent que l'augmentation de la part d'intrants de services au sein des industries comptait pour une augmentation de 7,8 points de pourcentage ou 78 % du changement dans la part agrégée des intrants de services dans la production. Les 2,2 points de pourcentage de changement restant proviennent d'une modification à la composition de l'industrie pour la production brute vers les industries de services ayant une part relativement élevée d'intrants de services.

Les intrants de matières, comme fraction de la production brute dans l'ensemble du secteur des entreprises, ont diminué avec le temps — passant de 34,6 % en 1961 à 27,6 % en 2003. La diminution de 7,9 points de pourcentage a surtout été causée par un changement dans la composition des extrants pour les industries de services ayant une part d'intrants de matières faible (comme le montre le tableau 1). La contribution au sein de l'industrie aux changements à la part agrégée des intrants de matières était faible. Cela indique qu'il y avait peu de changements dans la part des intrants de matières de la production brute au niveau de l'industrie (voir le tableau A.2 en annexe qui le confirme).

Tableau 1
Ventilation des résultats pour les changements dans la part d'intrants intermédiaires de la production brute dans l'ensemble du secteur des entreprises, 1961 à 2003

	Changement total	Intra-industrie	Inter-industries
	pourcentage		
Part des intrants intermédiaires dans la production brute	3,44	7,34	-3,90
Part des matières dans la production brute	-7,07	-1,42	-5,66
Part des services dans la production brute	10,03	7,79	2,24
Part de l'énergie dans la production brute	0,48	0,97	-0,49

Note : Calcul des auteurs.

Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

Le coût des intrants d'énergie représentait une petite part de la production brute dans l'ensemble du secteur des entreprises. Il a crû de 1961 au début des années 1980, puis a diminué par la suite. Entre 1961 et 2002, la part des intrants d'énergie au sein de la production brute est passée de 3,0 % à 3,5 %. L'augmentation de la part d'intrants d'énergie agrégée est liée à des augmentations au niveau de l'industrie.

En résumé, même si des préoccupations concernant l'impartition des matières ont été soulevées, il y a eu peu de changement au ratio des intrants de matières dans la production brute dans l'ensemble des industries au Canada entre 1961 et 2003. Peu d'éléments indiquent que des changements aux frontières de l'entreprise moyenne surviennent en ce qui a trait aux achats de matières.

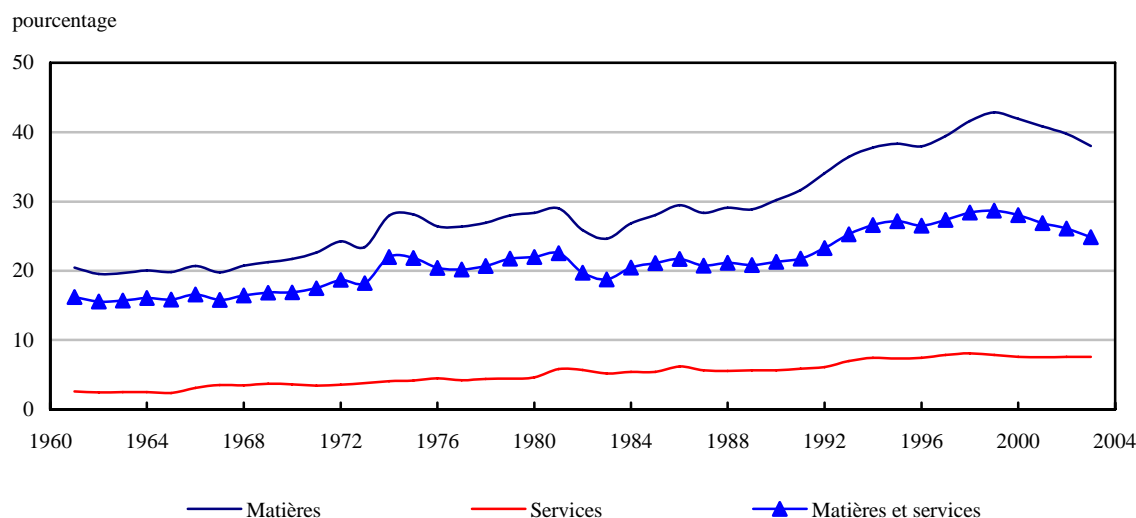
Il y a cependant une tendance vers l'impartition des services. L'impartition des services a connu une forte croissance dans l'ensemble des industries au Canada. De 1961 à 2003, la part de services achetés au sein de la production brute a doublé.

Changements à la délocalisation des matières et des services

Les tendances liées à la part d'importation des intrants de matières et de services dans l'ensemble du secteur des entreprises sont présentées à la figure 2. Avec la libération des échanges qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, il y a eu une croissance constante de la délocalisation des intrants de matières et de services avec le temps. Les industries canadiennes ont acheté une partie de plus en plus importante des intrants de matières et de services à l'étranger. La part

d'importations dans les intrants de matières et de services totaux est passée de 16,2 % à 24,9 % de 1961 à 2003³.

Figure 2
Part d'intrants de services et de matières importés dans le secteur des entreprises, 1961 à 2003



Note : Calcul des auteurs.

Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

La part des importations pour les intrants intermédiaires peut être divisée en deux composantes. La première composante reflète l'effet des changements à la part des importations d'intrants intermédiaires au niveau de l'industrie, en gardant constante la distribution des intrants intermédiaires au sein de l'industrie. Elle est positive s'il y a une augmentation de la part des importations des intrants intermédiaires au niveau de l'industrie. La deuxième composante représente l'effet des changements à la composition de l'industrie des intrants intermédiaires, en gardant constante la part des importations d'intrants intermédiaires au niveau de l'industrie. Elle est positive s'il y a un changement dans la part d'intrants intermédiaires pour les industries ayant une part d'intrants intermédiaires importés relativement élevée⁴.

Les résultats du tableau 2 montrent que l'augmentation de la part des importations dans les intrants intermédiaires de l'ensemble du secteur des entreprises est entièrement liée à une augmentation de la part des importations des intrants intermédiaires au niveau de l'industrie de 1961 à 2003. De l'augmentation de 8,8 points de pourcentage dans la part des importations des intrants de matières et de services totaux pendant la période, l'augmentation de la part des importations des intrants intermédiaires au sein des industries comptait pour 9,5 points de pourcentage (tableau 2). Le changement à la composition de l'industrie apportait une petite contribution et une contribution négative à l'ensemble des changements.

3. Il y a eu une diminution de la part d'intrants de matières importées depuis la fin des années 1990, probablement en raison de l'appréciation du dollar canadien qui a rendu les importations vers le Canada plus coûteuses.

4. Il s'agit de l'analyse « shift-share » habituelle.

Tableau 2**Ventilation des résultats pour les changements de la part des importations des intrants intermédiaires dans l'ensemble du secteur des entreprises, 1961 à 2003**

	Changement total	Intra- industrie	Inter- industries
	pourcentage		
Part des importations dans l'ensemble des intrants intermédiaires qui ne sont pas liés à l'énergie	8,67	9,48	-0,80
Part des importations des intrants de matières	6,02	7,33	-1,31
Part des importations des intrants de services	2,65	2,14	0,51

Note : Calcul des auteurs.

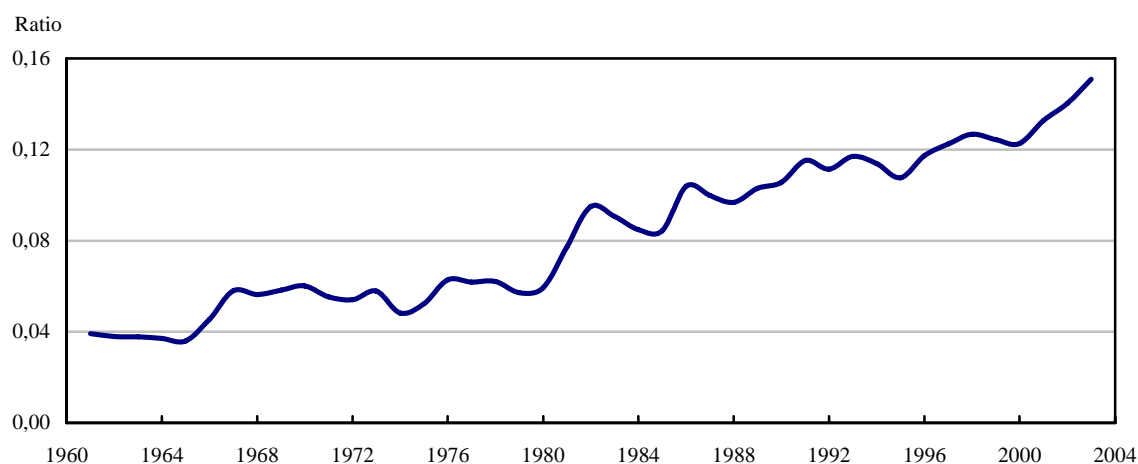
Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

Il y a eu une augmentation des parts d'importations pour les intrants de matières et de services. La part des importations des intrants de matières a presque doublé et celle des intrants de services a presque triplé de 1961 à 2003. Pendant cette période, la part des importations est passée de 20,5 % à 38,0 % pour les intrants de matières et celle des intrants de services est passée de 2,6 % à 7,6 %.

De 1961 à 2003, la part des importations des intrants de matières et celle des intrants de services ont toutes deux augmenté dans presque toutes les industries (tableaux A.1 et A.2 en annexe). La part d'importation des intrants de matières a augmenté en moyenne de 17,5 points de pourcentage et celle des intrants de services a augmenté de 5,0 points de pourcentage.

La majeure partie des activités de délocalisation concerne les intrants de matières. Le niveau de délocalisation des services est encore relativement bas comparativement à celui des matières. En 2003, les importations d'intrants de services représentaient environ 15 % des importations d'intrants de matières (figure 3). La délocalisation des services croît cependant beaucoup plus rapidement que celle des matières. De 1961 à 2003, les importations d'intrants de services ont augmenté de 11,9 % par année, les importations d'intrants de matières ont quand à elles augmenté de 8,8 % par année.

Figure 3
Ratio d'importations des intrants de services par rapport aux importations d'intrants de matières dans le secteur des entreprises



Note : Calcul des auteurs.

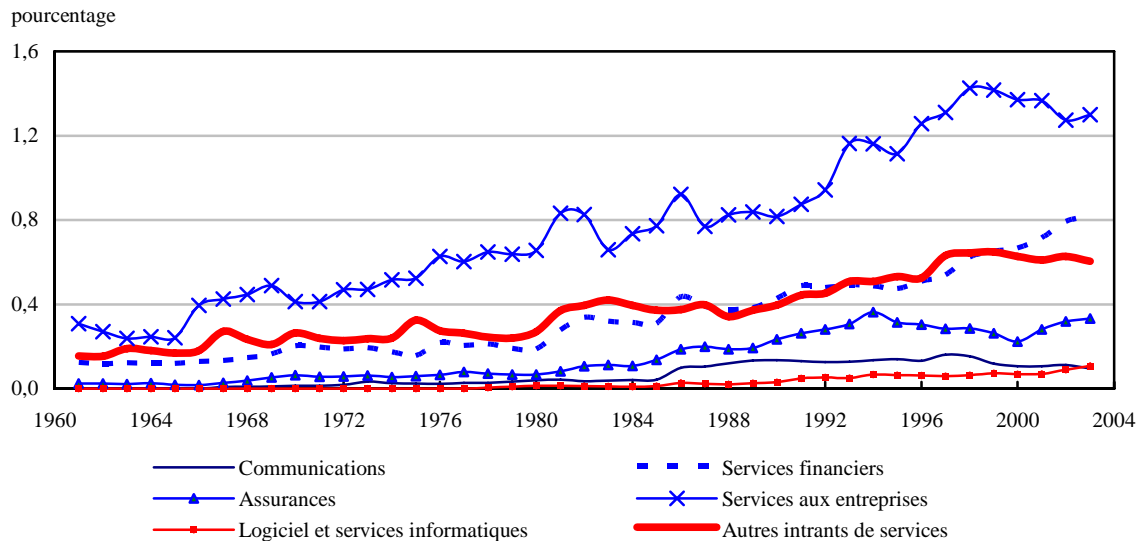
Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

Types de services visés par la délocalisation

Les tendances en matière de délocalisation des services depuis 1961 par types d'intrants de services sont présentées à la figure 4. La délocalisation des services est calculée en tant que part des services importés pour l'ensemble des intrants de matières et de services.

Nous avons divisé les intrants de services en cinq catégories principales plus une catégorie pour les autres services. Les quatre catégories sont : services aux entreprises (sauf les logiciels et les services informatiques); services financiers; services d'assurance; communications; logiciels et services informatiques. Les services aux entreprises comprennent : (1) services d'ingénierie, scientifiques, de comptabilité et services juridiques; (2) logiciels et services informatiques; (3) services de publicité; (4) autres services aux entreprises. Les services financiers comprennent d'autres services d'intermédiation financière et des services immobiliers, ainsi que les frais de services imputés, les banques et les autres intermédiaires financiers de dépôts.

Figure 4
Importations des services dans l'ensemble des intrants de matières et de services
selon le type dans le secteur des entreprises



Note : Calcul des auteurs.

Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

La figure 4 montre que la délocalisation des services a augmenté dans les cinq catégories d'intrants de services de 1961 à 2003. La part des services aux entreprises importés dans l'ensemble des intrants de matières et de services est passée de 0,3 % à 1,3 % pendant la période (figure 4). La part des services financiers importés est passée de 0,1 % des intrants totaux non liés à l'énergie à 0,8 %. La part a également augmenté pour les services d'assurance, les communications, les logiciels et les services informatiques, mais l'augmentation était beaucoup plus faible.

L'augmentation de la part des intrants de services importés dans l'ensemble des intrants de matières et de services est liée à une augmentation de l'ampleur des importations et à une augmentation de la part des intrants de services dans l'ensemble des intrants de matières et de services pour toutes les catégories principales d'intrants de services, sauf les services aux entreprises⁵. L'ampleur des importations des services aux entreprises est demeurée pratiquement inchangée avec le temps (tableau 3).

Comme le montre la figure 4, les services aux entreprises représentent la catégorie la plus importante d'intrants de services délocalisés par les industries canadiennes, suivis des services financiers et des services d'assurance. La délocalisation des communications, des logiciels et des services informatiques est moins importante.

5. Les changements à la part de services importés au sein des intrants totaux peuvent être divisés en deux composantes. La première composante est l'effet des changements de l'ampleur des importations, qui est calculé en multipliant les changements à la part des importations des intrants de services par la part moyenne d'intrants de services au sein des intrants totaux. La deuxième composante représente l'effet des changements à la part des intrants de services au sein des intrants totaux, calculé en multipliant les changements à la part d'intrants de services au sein des intrants totaux par la part moyenne des importations des intrants de services.

Tableau 3

Changements à la part des intrants de services importés au sein des intrants de matières et de services totaux dans le secteur des entreprises, 1961 à 2003

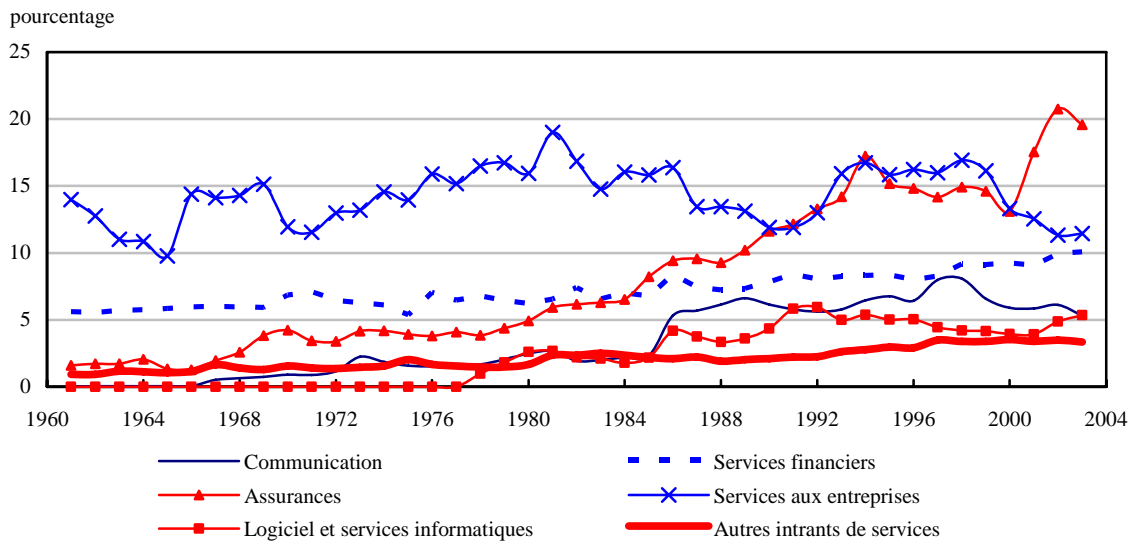
	Changements totaux	Changements à la part d'importation des intrants de services	Changements à la part des intrants de services au sein des intrants de matières et de services totaux
	pourcentage		
Part des importations dans les intrants de services suivants au sein des intrants de matières et de services totaux			
Communications	0,10	0,08	0,01
Services financiers	0,70	0,23	0,46
Services d'assurance	0,31	0,29	0,02
Services aux entreprises	0,99	-0,17	1,16
Logiciels et services informatiques	0,11	0,06	0,05
Autres intrants de services	0,45	0,42	0,03

Note : Calcul des auteurs.

Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

Même si le niveau général de délocalisation des services pour les industries canadiennes est toujours assez faible, le recours à cette pratique a pris beaucoup d'importance pour les services aux entreprises (sauf pour les logiciels et les services informatiques), les services financiers et les services d'assurance (figure 5). De 2000 à 2003, 12,2 % des intrants de services aux entreprises ont été importés de pays étrangers et 17,7 % des services d'assurance et 9,6 % des services financiers ont été importés de l'étranger.

Figure 5
Ampleur de l'importation selon le type d'intrants de services dans le secteur des entreprises, 1961 à 2003



Note : Calcul des auteurs.

Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

Le tableau 4 comprend les 15 principales catégories d'intrants de services ayant les plus grandes importations selon l'agrégation détaillée des produits de base donnée dans les tableaux des entrées-sorties. Différents types de services aux entreprises font partie des 10 principales catégories d'intrants de services ayant la plus grande valeur en dollars d'importations. En 2003, les industries canadiennes ont effectué la délocalisation de 7,3 milliards de dollars en services aux entreprises, ce qui comptait pour 25,7 % des importations totales d'intrants de services. La délocalisation des services d'ingénierie, scientifiques, de comptabilité et services juridiques comptait pour 4,0 milliards de dollars en 2003 et pour 14,0 % des importations totales de services. La délocalisation des logiciels et des services informatiques et celle des services de publicité était faible.

Tableau 4
Importations et exportations des services, 2003

Types de produits	Importations	Part des	Importations	Exportations
	des services en tant qu'intrants	importations d'intrants de services	des services pour des intrants et demande finale	des services pour des intrants et demande finale
	millions de \$	pourcentage	millions de \$	millions de \$
Autres services aux entreprises et aux personnes	7 294	25,74	8 493	11 057
Autres intermédiaires financiers et services immobiliers (autres que location)	6 789	23,96	10 472	4 129
Services d'ingénierie, scientifiques, de comptabilité et services juridiques	3 954	13,95	4 645	4 197
Services d'assurance	2 894	10,22	6 900	4 809
Développement de logiciels, services informatiques et location	940	3,32	1 692	5 030
Services cinématographiques, services audio et vidéo	845	2,98	1 160	1 113
Téléphone et autres télécommunications	752	2,65	1 367	1 443
Location, matériel d'enregistrement et vidéo, autre matériel et outillage	722	2,55	1 065	494
Transport aérien	680	2,40	3 935	2 992
Transport par camion	608	2,14	1 832	3 345
Services postaux	582	2,05	824	916
Frais de services implicites, banques et autres intermédiaires financiers de dépôts	336	1,19	844	1 569
Location d'automobiles et de camions	295	1,04	404	522
Transport par eau	225	0,79	499	1 217
Services de réparation de machines et de matériel	193	0,68	351	1 599
Tous les autres services	1 227	4,33	17 413	14 665
Total	28 335	100,00	61 894	59 096

Note : Calcul des auteurs. Les importations et exportations des services sont classées selon la taille des importations des intrants de services.

Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

Le secteur des entreprises a effectué la délocalisation de 7,1 milliards de dollars pour des services financiers en 2003, ce qui représentait 25,3 % des services totaux.

La délocalisation des services d'assurance comptait pour 2,9 milliards de dollars en 2003. Ensemble, les services aux entreprises, les services financiers et les services d'assurance comptaient pour 78,5 % des services délocalisés par des industries canadiennes.

Le tableau 4 comprend également les importations et exportations totales par catégories de services, qui comprennent les importations et exportations totales par des personnes, le secteur des entreprises et le secteur non commercial. Lorsque les intrants de services importés sont importants en relation aux importations totales, il y a peu de consommation finale. Il est évident que la majorité des importations de services aux entreprises (lignes 1, 2, 3 et 5) servent à une consommation intermédiaire par les industries du secteur des entreprises. Seule une petite portion des importations de services aux entreprises servait à une consommation personnelle ou à une consommation intermédiaire par le secteur non commercial. Environ 55 % des importations totales des services financiers et des services d'assurance servaient à des intrants intermédiaires (délocalisation).

Délocalisation des services par des partenaires commerciaux

La distribution des importations des services commerciaux par des partenaires commerciaux est présentée au tableau 5. Les importations de services commerciaux comprennent ceux servant à des intrants intermédiaires (ou délocalisation des services), ainsi que ceux servant à la consommation par des personnes et par le gouvernement. Comme la plupart des importations de services commerciaux sont utilisées pour des intrants intermédiaires dans le secteur des entreprises, leur ventilation selon les partenaires commerciaux sert d'indicateur raisonnable des principaux fournisseurs de délocalisation des services au Canada.

Tableau 5
La part des importations de services par partenaires commerciaux

	1973	1990	2006
	pourcentage		
Part des importations de services provenant de			
États-Unis	78,00	72,37	68,10
Royaume-Uni	7,54	6,70	3,96
Pays étrangers autres que les États-Unis et le Royaume-Uni	14,53	20,93	27,94
Autres pays de l'Union européenne	5,00	5,70	8,03
Japon	1,51	1,52	6,47
Autres pays de l'OCDE ¹	2,19	3,31	2,56
Tous les autres pays	5,96	10,39	10,88

I. Organisation de coopération et de développement économiques.

Notes : Les autres pays de l'Union européenne comprennent la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne; et à partir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques comprennent l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995, la République tchèque; et à partir de mai 1996, la Hongrie.

Source : Statistique Canada, Balance des paiements.

La majeure partie de la délocalisation des services au Canada s'effectue vers les États-Unis et les autres pays où les salaires sont élevés. La délocalisation des services vers les pays où les salaires sont peu élevés représente une petite partie de la délocalisation des services au Canada, mais elle a augmenté avec le temps. La part des importations de services commerciaux provenant de pays qui ne font pas partie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou de l'Europe, ce qui comprend la Chine et l'Inde et d'autres pays où les salaires sont peu élevés, est passée de 6,0 % en 1973 à 10,9 % en 2003.

Pour la période de 1990 à 2005, la part des importations de services provenant des pays où les salaires sont peu élevés est demeurée pratiquement inchangée. Il s'agit d'un net contraste avec les importations de matières provenant des pays où les salaires sont peu élevés. Au cours des 15 dernières années, la part des importations des matières provenant des pays où les salaires sont peu élevés a augmenté de façon spectaculaire (Beckman et Goldfarb, 2007).

2.2 Impartition et délocalisation au niveau de l'industrie

Dans cette section, nous présenterons les tendances d'impartition et de délocalisation au niveau de l'industrie. Pour le faire, nous avons divisé le secteur des entreprises en trois secteurs principaux : deux secteurs concernant la production des biens (secteur de la transformation et de la construction et secteur de la fabrication), et les secteurs producteurs de services.

Tendance de l'impartition dans les principaux secteurs

Les tendances d'impartition des intrants de matières et de services sont présentées au tableau 6. Pour voir si la tendance allait changer avec le temps, nous avons divisé la période de 1961 à 2003 en deux périodes de durée égale : 1961 à 1982 et 1982 à 2003.

Tableau 6
Part des intrants intermédiaires de la production brute selon les principaux secteurs,
1961, 1982 et 2003

	1961	1982	2003	Changement 1961 à 1982	Changement 1982 à 2003
	pourcentage				
Intrants intermédiaires totaux non liés à l'énergie					
Transformation et construction	43,17	40,14	44,20	-3,03	4,06
Fabrication	61,26	67,42	65,95	6,15	-1,47
Secteur producteur de services	28,96	30,49	37,99	1,54	7,49
Impartition des services					
Transformation et construction	6,43	9,85	13,02	3,42	3,17
Fabrication	7,18	7,88	10,41	0,71	2,53
Secteur producteur de services	18,09	22,54	31,51	4,45	8,97
Impartition des matières					
Transformation et construction	36,73	30,29	31,18	-6,45	0,89
Fabrication	54,09	59,53	55,54	5,44	-3,99
Secteur producteur de services	10,87	7,95	6,47	-2,91	-1,48
Addenda – Part des services dans les intrants non liés à l'énergie					
Transformation et construction	14,91	24,55	29,46	9,64	4,91
Fabrication	11,71	11,69	15,78	-0,02	4,09
Secteur producteur de services	62,48	73,92	82,96	11,45	9,03

Note : Calcul des auteurs.

Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

La part des intrants de matières et de services au sein de la production brute était la plus élevée dans le secteur de la fabrication et la plus faible dans le secteur des services. En 2003, le coût des intrants de matières et de services comptait pour 66,0 % de la production brute dans le secteur de la fabrication. Il comptait pour 38,0 % de la production brute dans le secteur des services. Cependant, le secteur des services a connu la plus forte croissance de l'ampleur des intrants intermédiaires non liés à l'énergie avec le temps. De plus, la croissance s'est accélérée avec le temps. De 1961 à 2003, la part d'intrants de matières et de services est passée de 29,0 % à 38,0 %, ce qui représente une augmentation de 9,0 points de pourcentage. La majeure partie de la croissance des intrants intermédiaires non liés à l'énergie est survenue dans la deuxième moitié de la période. Les changements à la technologie ou les changements aux types de produits requis pour la production de sorties dans le secteur des services a mené à des changements plus radicaux dans la nature des frontières de l'entreprise du secteur des services.

La composition des intrants intermédiaires non liés à l'énergie varie selon l'industrie. Dans le secteur des services, la majeure partie des intrants intermédiaires non liés à l'énergie représente les coûts d'achat de services. En comparaison, la majorité des intrants intermédiaires non liés à l'énergie pour le secteur des biens provient des intrants de matières. Les services achetés comptaient pour 83,0 % des intrants totaux non liés à l'énergie dans le secteur des services en 2003. Ils comptaient pour 29,5 % des intrants totaux non liés à l'énergie du secteur de la transformation et de la construction et pour 15,8 % du secteur de la fabrication.

Il y a eu une augmentation constante de la part des intrants de services dans les secteurs des biens et des services. La part des intrants de services au sein des intrants totaux non liés à l'énergie est passée de 62,5 % à 83,0 % dans le secteur des services de 1961 à 2003. Elle est passée de 14,9 % à 29,5 % dans le secteur de la transformation et de la construction pendant la même période.

La part des intrants de services au sein des intrants totaux non liés à l'énergie est passée de 11,7 % à 15,8 % dans le secteur de la fabrication. La majeure partie de l'augmentation est survenue après le début des années 1980. Depuis le début des années 1980, les entreprises de fabrication ont imparti de plus en plus les activités de services moins efficaces afin d'axer leurs efforts sur leurs compétences principales (Siegel et Griliches, 1992; Fixler et Siegel, 1999).

Tendances en matière de délocalisation dans les principaux secteurs

Les tendances de la délocalisation sont présentées au tableau 7 pour les trois principaux secteurs : transformation et construction; fabrication; services. La délocalisation des services s'effectue surtout dans les secteurs des services et elle a crû le plus rapidement pour le secteur des services (figure 6). En 2003, la délocalisation des services dans le secteur des services comptait pour 70 % de la délocalisation totale des services au Canada (tableau 8).

Tableau 7
Part des importations des intrants intermédiaires selon les principaux secteurs, 1961, 1982 et 2003

	1961	1982	2003	Changement 1961 à 1982	Changement 1982 à 2003
	pourcentage				
Intrants intermédiaires totaux non liés à l'énergie					
Transformation et construction	13,39	13,81	20,25	0,43	6,44
Fabrication	22,09	28,05	38,85	5,97	10,80
Secteur producteur de services	4,80	7,83	10,19	3,03	2,36
Impartition des services					
Transformation et construction	0,58	2,12	2,44	1,54	0,32
Fabrication	0,22	0,56	1,20	0,34	0,64
Secteur producteur de services	1,58	3,74	6,17	2,15	2,43
Impartition des matières					
Transformation et construction	12,81	11,69	17,82	-1,12	6,13
Fabrication	21,86	27,49	37,65	5,63	10,17
Secteur producteur de services	3,21	4,09	4,02	0,88	-0,07
Addenda – Part des services dans les intrants non liés à l'énergie					
Transformation et construction	4,33	15,37	12,04	11,04	-3,33
Fabrication	1,02	2,01	3,09	0,99	1,08
Secteur producteur de services	33,01	47,74	60,54	14,72	12,80

Note : Calcul des auteurs.

Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

La délocalisation des matières est la plus importante dans le secteur producteur de biens et elle a crû le plus rapidement dans le secteur des biens (figure 7). En 2003, les intrants de matières importées pour le secteur des services comptaient pour environ 7 % des importations totales d'intrants de matières (tableau 8). Le niveau faible de délocalisation des matières dans le secteur des services est lié à une petite part d'intrants de matières dans le secteur des services⁶.

Tableau 8
Ventilation au sein de l'industrie des importations d'intrants de services et d'intrants de matières, 1961, 1985 et 2003

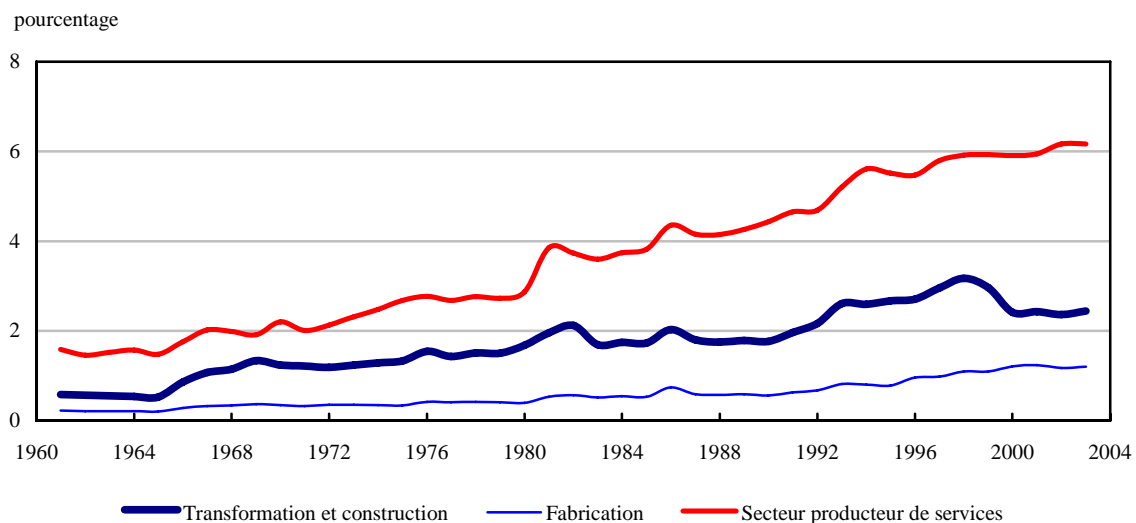
	1961	1985	2003
	pourcentage		
Délocalisation des services			
Transformation et construction	21,7	22,4	13,6
Fabrication	20,0	16,9	16,5
Secteur producteur de services	58,3	60,6	69,9
Délocalisation des matières			
Transformation et construction	18,8	14,1	15,0
Fabrication	76,5	80,1	78,2
Secteur producteur de services	4,6	5,8	6,9

Note : Calcul des auteurs.

Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

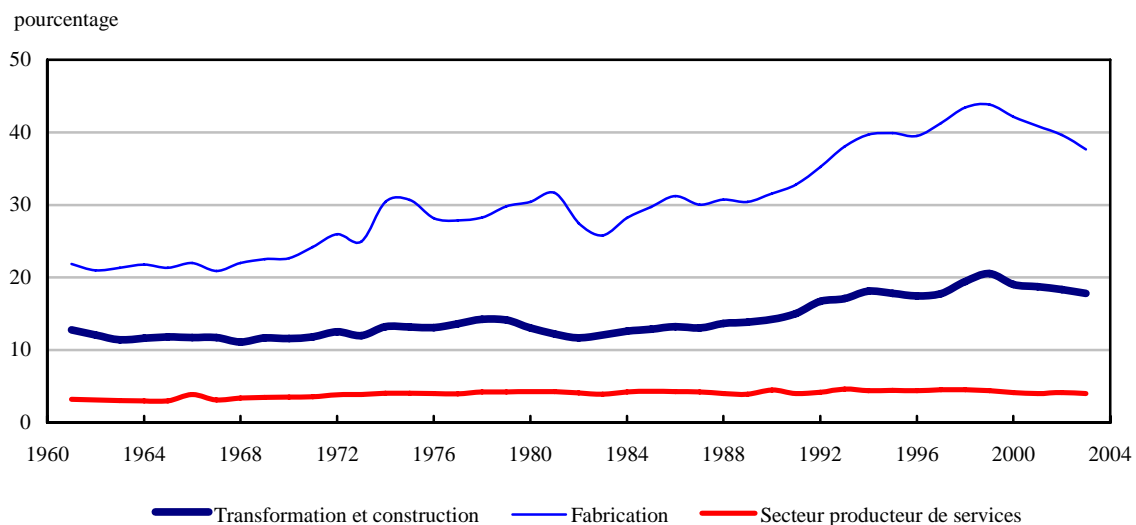
6. L'ampleur des importations (part des services importés dans l'ensemble des intrants de services) est la même pour les secteurs de la fabrication et des services.

Figure 6
Part de services importés dans l'ensemble des intrants de matières et de services selon le secteur, 1961 à 2003



Note : Calcul des auteurs.
 Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

Figure 7
Part des intrants de matières importées dans l'ensemble des intrants de matières et de services selon le secteur, 1961 à 2003



Note : Calcul des auteurs.
 Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

3 Conclusions

L'impartition survient lorsqu'une entreprise réorganise ses processus de production. Une entreprise choisit d'acheter ses intrants plutôt que de les produire lorsqu'elle veut faire des économies. La tendance à avoir recours à l'impartition laisse présager des changements majeurs à l'importance des grandes entreprises intégrées face aux réseaux d'approvisionnement décentralisés au sein desquels chacun des participants ne fait qu'une petite partie du travail.

Les entreprises ajustent constamment leurs décisions quant à la fabrication ou à l'achat en fonction de la marge. Même s'il sera toujours possible de trouver des exemples de situations précises pour lesquelles la marge d'une entreprise croît ou diminue, la question que nous examinons est de savoir s'il y a eu des changements importants en moyenne au niveau d'impartition d'un vaste ensemble d'industries au Canada. Les données montrent qu'il y a eu peu ou pas de changements à l'impartition des matières en général depuis 1960.

Ce n'est pas le cas pour les intrants de services. L'impartition des intrants de services s'effectue depuis longtemps et elle a été la plus importante dans le secteur des services. Cette tendance reflète plusieurs forces. Premièrement, les industries de services ont pris de la maturité et sont passées d'entreprises n'ayant qu'un établissement à de grandes entreprises ayant plusieurs établissements et offrant des services commerciaux essentiels à des coûts plus faibles en raison de l'exploitation des économies d'échelle. Les services de paye informatisés sont un exemple. L'évolution des grandes entreprises de comptabilité générale en est un autre. Dans ces deux cas, le déplacement de certains des services qui étaient offerts auparavant à l'interne s'est effectué à mesure que les entreprises des secteurs de la fabrication et des services ont choisi de déplacer certains processus de production à l'extérieur.

Ceux qui s'intéressent à l'impartition examinent souvent également la délocalisation — la tendance à s'approvisionner à l'étranger de plus en plus pour les intrants. La délocalisation peut bien entendu découler d'une plus grande impartition, ou en être complètement séparée. Par exemple, l'impartition des matières n'a pas augmenté, mais la délocalisation des matières a augmenté. Cela est probablement le résultat d'un déplacement général vers la libéralisation des échanges qu'a vécu le Canada au cours des quatre décennies et demie passées. Cependant, la délocalisation des services a augmenté en même temps que l'impartition des services. La délocalisation des services pour les services aux entreprises est surtout liée à l'impartition, puisque l'ampleur des importations des intrants de services généraux est demeurée relativement constante avec le temps. Dans le cas des autres services — immobilier, finances, assurance — le ratio d'importation a cependant augmenté en même temps que l'impartition des services dans ces secteurs. Les avantages pour ces secteurs liés à l'approvisionnement en services à l'étranger ont mené à une augmentation graduelle de la part des services obtenus par importation.

La croissance de la délocalisation des services et des matières reflète la tendance continue de mondialisation et d'intégration des économies mondiales. La délocalisation des matières reflète les deux forces de la mondialisation : les gains obtenus des avantages comparatifs et les gains obtenus des économies d'échelle dans les gammes de produits différenciés. La délocalisation des services reflète la force des économies d'échelle et de la différenciation des produits.

Annexe

Tableau A.1
Impartition et délocalisation des intrants de services au niveau de l'industrie

Industries	Part des services au sein de la production brute		Part d'importation des intrants de services	
	Niveau de 2003	Changement 1961 à 2003	Niveau de 2003	Changement 1961 à 2003
pourcentage				
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11,64	5,53	8,04	6,49
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	13,29	5,58	8,22	4,84
Services publics	11,28	2,91	5,10	4,17
Construction	13,83	7,89	9,07	3,16
Fabrication d'aliments	8,71	2,47	6,67	5,26
Boissons	18,46	3,07	7,28	5,43
Tabac	23,96	13,54	8,22	6,88
Usines de textiles et de produits textiles	8,66	2,98	6,49	4,78
Fabrication de vêtements	9,09	1,59	5,57	4,39
Produits en cuir et produits analogues	9,32	3,12	6,92	5,26
Fabrication de produits en bois	6,99	1,49	6,32	4,76
Fabrication du papier	10,06	5,04	6,58	3,76
Impression et activités connexes de soutien	12,51	1,68	5,64	3,14
Produits du pétrole et du charbon	6,41	0,25	8,87	7,54
Fabrication de produits chimiques	13,89	1,51	6,56	4,79
Produits en plastique et en caoutchouc	10,20	2,08	7,39	6,12
Produits minéraux non métalliques	11,88	1,86	6,93	5,40
Première transformation des métaux	6,61	2,95	7,25	4,75
Fabrication de produits métalliques	7,51	1,70	6,75	3,88
Fabrication de machines	8,46	0,52	6,56	4,02
Produits informatiques et électroniques	16,88	7,05	8,32	6,17
Matériel électrique et appareils ménagers	13,38	5,25	8,00	5,80
Matériel de transport	12,24	5,37	9,49	7,13
Meubles et produits connexes	8,90	2,04	5,79	3,86
Activités diverses de fabrication	10,25	-0,01	6,35	4,50
Commerce de gros	34,50	15,36	7,05	4,80
Commerce de détail	30,64	11,38	7,22	5,05
Transport et entreposage	31,27	10,90	8,65	5,54
Industrie de l'information et industrie culturelle	32,06	17,88	9,20	5,23
Finances, immobilier et assurances	37,71	15,75	7,95	5,56
Services professionnels, scientifiques et techniques	31,97	17,65	6,95	2,09
Autres services du secteur des entreprises	22,65	10,66	5,43	3,80
Moyenne simple	15,79	5,85	7,21	4,95

Note : Calcul des auteurs.

Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

Tableau A.2**Impartition et délocalisation des intrants de matières au niveau de l'industrie**

Industries	Part des services au sein de la production brute		Part d'importation des intrants de services	
	Niveau de 2003	Changement 1961 à 2003	Niveau de 2003	Changement 1961 à 2003
	pourcentage			
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	44,29	17,16	15,71	2,72
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	14,64	1,49	22,50	3,33
Services publics	3,49	1,27	49,95	49,51
Construction	44,59	-9,13	29,09	13,74
Fabrication d'aliments	63,28	-5,64	19,44	3,10
Boissons	35,77	6,48	26,62	8,71
Tabac	21,20	-40,43	13,19	9,10
Usines de textiles et de produits textiles	51,07	-8,44	62,53	21,78
Fabrication de vêtements	46,54	-6,37	52,87	17,12
Produits en cuir et produits analogues	50,10	-1,78	66,73	36,76
Fabrication de produits en bois	54,80	-0,57	11,85	4,01
Fabrication du papier	49,36	3,43	26,87	17,48
Impression et activités connexes de soutien	40,62	2,67	43,18	30,65
Produits du pétrole et du charbon	78,66	6,03	47,68	-2,87
Fabrication de produits chimiques	44,89	2,13	44,05	15,37
Produits en plastique et en caoutchouc	49,74	-0,38	57,21	21,89
Produits minéraux non métalliques	38,98	2,14	26,90	7,89
Première transformation des métaux	57,69	-0,14	40,83	16,39
Fabrication de produits métalliques	48,62	-1,40	33,68	15,62
Fabrication de machines	49,38	5,70	53,30	25,04
Produits informatiques et électroniques	53,05	14,43	71,76	31,98
Matériel électrique et appareils ménagers	52,12	2,97	53,49	31,37
Matériel de transport	62,82	6,34	65,44	24,91
Meubles et produits connexes	47,30	-0,69	36,96	13,57
Activités diverses de fabrication	45,08	1,00	55,38	22,69
Commerce de gros	3,34	-5,39	32,65	26,21
Commerce de détail	2,67	-5,85	22,34	16,43
Transport et entreposage	5,89	-1,25	45,51	27,94
Industrie de l'information et industrie culturelle	10,43	-3,33	37,58	29,00
Finances, immobilier et assurances	2,07	-2,67	2,57	2,31
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,89	0,99	9,12	3,75
Autres services du secteur des entreprises	14,21	-10,31	21,07	11,77
Moyenne simple	37,30	-0,92	37,44	17,48

Note : Calcul des auteurs.

Source : Statistique Canada, Comptes d'entrées-sorties.

Bibliographie

Amiti, Mary, et Shang-Jin Wei. 2005. *Service Offshoring, Productivity, and Employment: Evidence from the United States*. International Monetary Fund Working Paper no. WP/05/238.

Baldwin, John R., Wulong Gu et Beiling Yan. 2007. *Guide de l'utilisateur pour le Programme annuel de la productivité multifactorielle de Statistique Canada*. La revue canadienne de productivité. N° 15-206-XIF2007014 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Beckman, Kip, et Danielle Goldfarb. 2007. *Canada's Changing Role in Global Supply Chains*. Ottawa : The Conference Board of Canada.

Feenstra, Robert C., et Gordon H. Hanson. 1996. « Globalization, outsourcing, and wage inequality ». *The American Economic Review*. 86, 2 : 240–245.

Feenstra, Robert C., et Gordon H. Hanson. 1999. « The impact of outsourcing and high-technology capital on wages estimates for the United States, 1979–1990 ». *The Quarterly Journal of Economics*. 114, 3 : 907–940.

Fixler, Dennis J., et Donald D. Siegel. 1999. « Outsourcing and productivity growth in services ». *Structural Change and Economic Dynamics*. 10, 2 : 177–194. New York : Elsevier.

Garner, C. Alan. 2004. « Offshoring in the service sector: Economic impact and policy issues ». *Economic Review*. 2004, 3 : 5–33. Kansas City : Federal Reserve Bank of Kansas City.

Liu, Runjuan, et Daniel Trefler. 2006. *The Impact of Service Offshoring and Inshoring on the U.S. Labor Market*. Toronto : Department of Economics, University of Toronto.

Morissette, René, et Anick Johnson. 2006. *La délocalisation et l'emploi au Canada : quelques points de repère*. Direction des études analytiques, documents de recherche. N° 11F0019MIF2007300 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Olsen, Karsten Bjerring. 2006. *Productivity Impacts of Offshoring and Outsourcing*. Document de travail de la Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE, n° 2006/1. Paris : Organisation de coopération et de développement économiques.

Siegel, Donald D., et Zvi Griliches. 1992. « Purchased services, outsourcing, computers, and productivity in manufacturing ». Dans *Output Measurement in the Service Sectors*. Z. Griliches (rév.). 429–458. Chicago : University of Chicago Press.

Yuskavage, Robert E., Erich H. Strassner et Gabriel W. Medeiros. 2006. *Outsourcing and Imported Services in BEA's Industry Accounts*. Document préparé pour la NBER Conference on Research in Income and Wealth Conference on International Service Flows. Washington, D.C. : U.S. Department of Commerce.

Williamson, Oliver E. 1975. *Markets and Hierarchies: Analysis and Antitrust Implications: A Study in the Economics of Internal Organization*. New York : Free Press.